ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 28 novembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'exercice du droit d'accès et du droit de rectification par les personnes inscrites au Registre national des personnes physiques", a donné le 20 décembre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e november 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uitoefening van het recht op toegang en van het recht op verbetering door de personen ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft de 20e december 1983 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Seul l'alinéa 5 vise une disposition qui constitue le fondement légal de l'arrêté en projet. Les dispositions visées aux alinéas 1er à 4, 6 et 7 ne sont pas modifiés par l'arrêté en projet. Ces alinéas peuvent dès lors être omis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Etant donné sa longueur, il serait plus clair que le paragraphe 1er fasse l'objet de deux articles qui pourraient être libellés comme suit :

"Article 1er.-

Pour exercer le droit d'obtenir communication des informations qui la concernent, toute personne inscrite au Registre national ou son représentant légal s'adresse à la commune où elle est inscrite en application soit de la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de population, soit de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Si elle réside à l'étranger, elle s'adresse à la mission diplomatique ou au poste consulaire où elle est inscrite en application de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 relatif aux cartes d'identité délivrées aux Belges résidant à l'étranger.

Article 2.-

La personne présente personnellement une demande datée et signée au service compétent de la commune, de la mission diplomatique ou du poste consulaire.

.../...

Elle peut aussi transmettre la demande par lettre recommandée à la poste, selon le cas, au collège des bourgmestre et échevins ou au chef de la mission diplomatique ou du poste consulaire".

Au paragraphe 2 de l'article 1er du projet, quatrième ligne, les mots "son habilitation" devraient être remplacés par les mots "sa qualité".

Dans le même paragraphe 2, dernière phrase, il est suggéré de remplacer les mots "Dans la négative" par "A défaut," : la phrase introduite par ces mots ne doit toutefois pas former un alinéa distinct.

Au paragraphe 3 de l'article 1er du projet, les mots "sera envoyé" devraient être remplacés par les mots "est envoyé".

A la fin du même paragraphe 3, le dernier membre de phrase devrait se lire comme suit : "..., si celle-ci n'a pu être satisfaite dans ce délai".

Il est suggéré de réunir les paragraphes 2, 3 et 4 en un seul article, qui deviendrait l'article 3.

Le texte néerlandais du paragraphe 4 devrait être rédigé comme suit : "Wanneer, met toepassing van paragraaf 2 of van paragraaf 3, niet onmiddellijk gevolg gegeven werd aan de aanvraag ... (la suite comme au projet)".

Les paragraphes 5 et 6 devraient constituer deux articles distincts.

.../...

Au paragraphe 5 du projet, devenant l'article 4, les mots "en langage clair" devraient être remplacés par les mots "sous une forme aisément compréhensible".

A la huitième ligne du paragraphe 6, devenant l'article 5, il convient d'écrire "par le présent arrêté" et non "dans le présent arrêté". Il faut observer, en outre, que ce paragraphe ne prévoit pas de délai dans lequel le refus de communication doit être notifié. Il appartient au Gouvernement de compléter éventuellement le projet sur ce point.

Article 2.

Selon cet article,

"Le document remis au demandeur par une commune et reprenant les informations le concernant est soumis au droit de timbre en application de l'article 8, 22° de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 tenant le Code des droits de timbre.

Les droits à percevoir pour le document remis par une mission diplomatique ou un poste consulaire, sont fixés par le tarif I, n° 53 annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie".

Cette disposition ne trouve son fondement légal ni dans l'article 7 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, lequel article concerne uniquement les rétributions dues pour la transmission d'informations par les pouvoirs locaux et pour les prestations du Registre national, ni dans l'article 10, alinéa 3, de la même loi, qui a trait "aux seules modalités d'exercice de ces droits". La disposition contenue dans l'article 2 constitue, dès lors, un simple cas d'application de l'article 8, 22°, de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, et du tarif I, n° 53, annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie.

.../...

C'est la raison pour laquelle l'article 2, qui est superflu, doit être omis.

Article 3 (devenant l'article 6).

A la fin de l'alinéa 1er, les mots "à l'exercice du droit d'accès" devraient être remplacés par les mots "à la demande de renseignements".

Article 4 (devenant l'article 7).

Les mots "à la personne concernée" qui figurent à la fin de l'alinéa 1er devraient être remplacés par les mots "à cette personne".

Article 5 (devenant l'article 8).

Selon le paragraphe 2,

> "Il ne peut être fait pression de quelque manière que ce soit sur une personne pour qu'elle exerce son droit d'accès, quelle que soit la fin poursuivie".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de cette disposition, dépourvue de sanctions pénales. Elle doit être omise.

Par conséquent, le signe "§ 1er" figurant en tête de l'article doit être supprimé.

.../...

Article 6 (devenant l'article 9).

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'intervertir les mots "inexactes, incomplètes ou imprécises" et d'écrire : "... imprécises, incomplètes ou inexactes ...".

Suivant le paragraphe 4,

"Le droit de rectification inclut le droit de faire effacer toutes les informations concernant une personne qui n'aurait jamais été inscrite dans l'un des registres mentionnés à l'article 2 de la loi du 8 août 1983 précitée.

Il inclut également le droit de faire inscrire une personne qui figure dans l'un de ces registres".

Selon les explications fournies par le délégué du Gouvernement, l'hypothèse visée par ce paragraphe est très particulière et est essentiellement provisoire. Il serait préférable de la régler par un article distinct, rédigé de manière plus précise, et qui devrait figurer dans des dispositions transitoires insérées dans le chapitre III (et non 3), intitulé "Dispositions finales".

Le paragraphe 5 (devenant le paragraphe 4) serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. A l'issue de la procédure de rectification, le demandeur reçoit un document dans lequel toutes les informations modifiées sont présentées sous une forme aisément compréhensible.

L'article 7 (ex 4) est applicable au document visé à l'alinéa 1er".

.../...

Article 8 (devenant éventuellement l'article 12)

Il va de soi que l'arrêté en projet ne peut entrer en vigueur avant la loi précitée du 8 août 1983.

---

AANHEF.

Alleen het vijfde lid verwijst naar een bepaling die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt. De bepalingen waarnaar verwezen wordt in de leden 1 tot 4, 6 en 7, worden niet gewijzigd door het ontworpen besluit. Die leden kunnen derhalve vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Paragraaf 1 is zeer lang. De tekst zou duidelijker zijn indien hij werd gesplitst in twee artikelen, die zouden kunnen luiden als volgt :

"Artikel 1.-

Voor de uitoefening van het recht op mededeling van de hem betreffende informatiegegevens, wendt elke persoon die ingeschreven is in het Rijksregister, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, zich tot de gemeente waar hij ingeschreven is met toepassing ofwel van de wet van 2 juni 1856 op de algemene tellingen en de bevolkingsregisters ofwel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Indien hij in het buitenland verblijft, wendt hij zich tot de diplomatieke zending of tot de consulaire post waar hij ingeschreven is met toepassing van het koninklijk besluit van 19 december 1967 betreffende de identiteitskaarten afgegeven aan in het buitenland verblijvende Belgen.

.../...

Artikel 2.-

De betrokkene dient persoonlijk een gedagtekende en ondertekende aanvraag in bij de bevoegde dienst van de gemeente, van de diplomatieke zending of van de consulaire post.

Hij kan de aanvraag ook bij een ter post aangetekende brief doen toekomen, naar gelang van het geval, aan het college van burgemeester en schepenen of aan het hoofd van de diplomatieke zending of van de consulaire post".

In paragraaf 2 van artikel 1 van het ontwerp, vierde regel, zouden de woorden "zijn bevoegdheid" vervangen moeten worden door de woorden "zijn hoedanigheid".

Voorgesteld wordt, in de Franse tekst van dezelfde paragraaf 2, laatste volzin, de woorden "Dans la négative" te vervangen door de woorden "A défaut,". Nog in de Franse tekst hoeft de met die woorden ingeleide zin geen afzonderlijk lid te vormen.

In paragraaf 3 van artikel 1 van het ontwerp zouden de woorden "zal ... worden toegezonden" moeten worden vervangen door de woorden "wordt ... toegezonden".

In de Franse tekst zou aan het slot van dezelfde paragraaf 3, het laatste zinsdeel als volgt moeten worden gelezen : "..., si celle-ci n'a pu être satisfaite dans ce délai".

Er wordt in overweging gegeven de paragrafen 2, 3 en 4 bijeen te brengen in één enkel artikel, dat artikel 3 zou worden.

.../...

Het begin van de Nederlandse tekst van paragraaf 4 zou als volgt moeten worden gesteld : "Wanneer met toepassing van paragraaf 2 of van paragraaf 3, niet onmiddellijk gevolg gegeven werd, aan de aanvraag ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De paragrafen 5 en 6 zouden twee afzonderlijke artikelen moeten vormen.

In paragraaf 5 van het ontwerp, die artikel 4 wordt, zouden de woorden "in duidelijke taal" dienen te worden vervangen door de woorden "in een eenvoudig te begrijpen vorm".

In de Franse tekst van paragraaf 6, die artikel 5 wordt, dient op de achtste regel te worden geschreven "par le présent arrêté" en niet "dans le présent arrêté". Daarenboven dient te worden opgemerkt dat die paragraaf geen termijn stelt waarbinnen de weigering van mededeling ter kennis moet worden gebracht. De Regering behoort het ontwerp in dat opzicht eventueel aan te vullen.

## Artikel 2.

Dit artikel luidt als volgt :

"Het document dat door een gemeente aan de aanvrager wordt afgeleverd en dat de hem betreffende informaties bevat, is onderworpen aan het zegelrecht in toepassing van artikel 8, 22° van het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten.

De rechten die te heffen zijn op de documenten afgeleverd door een diplomatieke zending of een consulaire post, zijn vastgesteld bij tarief I, nr 53, gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten".

Die bepaling vindt geen rechtsgrond in artikel 7 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, welk artikel enkel betrekking heeft op de vergoedingen die verschuldigd zijn voor de mededeling van informatiegegevens door de lokale overheden en voor de verrichtingen van het Rijksregister, en evenmin in artikel 10, derde lid, van dezelfde wet, dat enkel betrekking heeft op "de nadere modaliteiten inzake uitoefening van dat recht". De bepaling die opgenomen is in artikel 2 is derhalve een gewone toepassing van artikel 8, 22°, van het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten, en van tarief I, nr 53, gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten.

Om die reden dient artikel 2, dat overbodig is, te vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 6 wordt).

Aan het slot van het eerste lid zouden de woorden "op de uitoefening van het recht op toegang" moeten worden vervangen door de woorden "op de vraag om inlichtingen".

Artikel 4 (dat artikel 7 wordt).

De woorden "de betrokken persoon", die voorkomen aan het slot van het eerste lid zouden moeten worden vervangen door de woorden "die persoon".

.../...

Artikel 5 (dat artikel 8 wordt).

Paragraaf 2 luidt als volgt :

"Ongeacht het nagestreefde doel mag op geen enkele wijze op een persoon druk uitgeoefend worden om van zijn recht op toegang gebruik te maken".

De juiste draagwijdte van die bepaling, waarop geen straf is gesteld, is de Raad van State niet duidelijk. Zij dient te vervallen.

Het leesteken "§ 1", dat voorkomt aan het begin van het artikel, dient bijgevolg te worden geschrapt.

Artikel 6 (dat artikel 9 wordt).

In paragraaf 1 dienen de woorden "onjuist, onvolledig of onnauwkeurig" van plaats te verwisselen en schrijve men : "... onnauwkeurig, onvolledig of onjuist ... ".

Paragraaf 4 luidt als volgt :

"Het recht op verbetering houdt het recht in om alle informaties te laten uitwissen betreffende een persoon die nooit ingeschreven was in een van de registers vermeld in artikel 2 van voornoemde wet van 8 augustus 1983.

Het houdt eveneens het recht in een persoon die in een van deze registers voorkomt, te laten inschrijven".

Blijkens de door de gemachtigde van de Regering verstrekte uitleg, is het geval dat deze paragraaf op het oog heeft zeer uitzonderlijk en in wezen voorlopig. Het

.../...

ware verkieslijk dit te regelen in een nauwkeuriger geredigeerd, afzonderlijk artikel, dat zou moeten voorkomen in overgangsbepalingen, die zouden worden ingevoegd in hoofdstuk III (en niet 3), met als opschrift "Slotbepalingen".

Paragraaf 5 (die paragraaf 4 wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. Na afloop van de verbeteringsprocedure, ontvangt de aanvrager een document waarin alle gewijzigde informaties voorgesteld worden in een eenvoudig te begrijpen vorm".

Artikel 7 (voorheen 4) is van toepassing op het in het eerste lid bedoelde document".

Artikel 8 (dat eventueel artikel 12 wordt).

Het hoeft geen betoog dat het ontworpen besluit niet vóór de eerdervermelde wet van 8 augustus 1983 in werking zal kunnen treden.

---

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOOZITTER,

M. VAN GERREWEY. F. REMION.